

# Accompagner l'économie durable par la formation

Le 28 janvier 2010, les comités VIVEA d'Aquitaine, de Languedoc Roussillon et de Midi-Pyrénées ont organisé une journée de réflexion sur l'économie durable et l'accompagnement formation. 135 personnes étaient présentes. Cette initiative donne suite à la journée nationale du mois d'avril 2008.

Comme l'a rappelé en introduction Jean-Didier Andrieux, président du comité VIVEA Aquitaine, le nouveau plan stratégique de VIVEA accorde une large place au développement durable: «*Les agriculteurs doivent élaborer de nouvelles stratégies pour rendre leurs exploitations durables. Cette journée a notamment l'objectif de rendre concret le concept théorique de l'économie durable, comment faire de ce concept une réalité de terrain, quel rôle peut jouer la formation?*».

## Créer du lien entre la recherche en agronomie, le monde agricole et la formation

La logique qui se dessine est celle d'une «*agriculture écologiquement intensive*» (cf. Michel Griffon) qui permettrait de produire plus et mieux. La plupart des actions et des programmes sont d'ailleurs orientés sur cette problématique (cf. PRDA) mais, dans un secteur où l'innovation est permanente, les exploitants ont besoin de trouver des références et d'acquérir des compétences pour anticiper et maîtriser les changements. Le grand défi actuel est l'agronomie et il est important que la recherche y consacre du temps et des moyens et que les résultats soient intégrés dans les programmes des organismes de formation afin de se traduire par des changements de pratiques. Le lien entre la recherche, le développement et la formation initiale et continue doit se développer.

## Avoir le goût de l'innovation pour faire évoluer ses pratiques

L'agriculteur est en permanence à la recherche de l'équilibre agronomique du sol et attend des réponses techniques des chercheurs. Il exerce un métier de plus en plus complexe, et a besoin de formation pour maîtriser de nouvelles compétences. Lors de la journée, des ateliers<sup>1</sup> ont permis d'entrer dans le vif du sujet, l'un d'entre eux étant consacré aux compétences en agronomie pour faire évoluer les pratiques vers des pratiques durables. Les

témoins partageaient un même état d'esprit: remise en cause et réflexion permanente, volonté de changer leur manière de faire et goût de l'innovation. Ils ont tous fait des expérimentations: abandon du labour, semis direct intégral, faux semis, enherbement ou cultures intermédiaires qui les ont fait évoluer vers des pratiques durables. La formation est nécessaire, c'est une constante remise en cause des connaissances acquises car même si «*il est plus difficile de se défaire des idées anciennes que d'avoir des idées nouvelles*», elle permet de s'adapter assez vite.

## Des pratiques durables acquises en formation

Cofruid'Oc est une coopérative qui produit essentiellement de la pomme et de l'asperge et qui les commercialise. Des formations à destination de ses membres ont été mises en place: elles concernent notamment la fertilisation et l'irrigation. Elles s'appuient sur différentes méthodes: pilotage de l'eau et des arbres, analyse des sols, calendriers de traitement et des coûts, pratiques agronomiques. Les résultats des formations se traduisent concrètement sur le terrain par la création de haies multi-espèces, une division par quatre de la consommation d'eau grâce à un système de goutte à goutte, la réduction du rythme de fertilisation des pommiers (passage de 8 traitements de pesticides à 3 traitements de produits homologués en AB) et la réduction de certains apports d'azote. Cette modification des pratiques a eu des retombées économiques fortes car l'apport d'intrants ayant été réduit, cela a permis de répondre à la demande de clients (entretien ou conquête de nouveaux marchés).

## Monter des partenariats pour mettre en place des formations

Jean-Jacques Loussouarn, directeur général de VIVEA, a présenté quelques chiffres: 200 000 personnes devront se former d'ici à 2013 sur le certiphyto, 100 000 sur l'énergie. Le Grenelle de l'environnement a également fixé des objectifs dans des domaines comme le bio que le nombre actuel d'organismes de formation ne permettra pas d'atteindre. L'enjeu est de doubler le volume de formation dans les années qui viennent mais VIVEA ne pourra pas le faire seul. Les moyens sont disponibles (bientôt 53 millions d'euros avec les cofinan-

ancements) mais l'offre de formation devra être adaptée aux besoins et aux volumes attendus. L'accès à la formation n'est pas naturel, il se construit collectivement. Il est nécessaire de monter des partenariats. Les organisations économiques doivent travailler, par exemple, avec les chambres d'agriculture et les CFPPA, et les élus VIVEA doivent se tourner vers l'accompagnement de projets pour mobiliser les organismes sur la formation.

## «Le développement durable donne du sens au métier»

Pour Christiane Lambert, présidente de VIVEA, il y a de la place pour toutes les agricultures (biologique, raisonnée et conventionnelle) car les consommateurs n'ont pas tous les mêmes moyens et les mêmes demandes. On constate un décalage entre la commande passée à l'agriculture et la réalité d'achat. Le développement durable est une notion transversale et il est nécessaire d'opérer en permanence une connexion entre ses trois piliers: économique, environnemental et social. Les agriculteurs sont passés d'une phase d'opposition à une phase d'appropriation du concept. Le développement durable donne du sens au métier et la formation contribue à communiquer ce sens.



Jean-Didier Andrieux (en photo à gauche), Yves Aris (en photo à droite) et Marianne Dutoit (en photo), présidents VIVEA des trois régions, vont, avec leurs comités, faire vivre le PST, ils vont mobiliser, écouter, accompagner et communiquer grâce au savoir-faire de VIVEA. L'économie durable doit permettre de rebondir, d'avancer, de redonner du sens au projet agricole. L'enjeu d'une journée comme celle-là est de mettre la formation au cœur des projets et de mieux travailler avec les partenaires. ■

<sup>1</sup> Les autres ateliers étaient consacrés aux entrepreneurs du paysage, à la compétitivité commerciale, aux énergies renouvelables et à la ressource en eau.